

Les officiers de milice francophones (1760-1862) À l'oeuvre et à l'épreuve

Roch Legault

Numéro 43, automne 1995

Guerres et paix

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/8773ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Legault, R. (1995). Les officiers de milice francophones (1760-1862) : à l'oeuvre et à l'épreuve. *Cap-aux-Diamants*, (43), 28-31.



LES OFFICIERS DE MILICE FRANCOPHONES (1760-1862)

À L'ŒUVRE ET À L'ÉPREUVE

par Roch Legault

DES OFFICIERS FRANCOPHONES SE TROUVENT DANS les rangs de la milice depuis ses origines. La conquête anglaise ne les a pas découragés de prendre leur place dans le système de défense de la colonie malgré de rudes épreuves et des conditions de service moins intéressantes que celles de leurs confrères anglophones. En dépit des aléas militaires, sociaux et politiques, les officiers francophones sont toujours présents à la fin de notre enquête et peuvent revendiquer leur place dans l'armée canadienne en construction. Mais qu'est-ce que la milice? La milice est habituellement considérée comme l'ancêtre de l'armée canadienne; elle l'est effectivement. Son évolution ne s'est cependant pas effectuée en ligne droite de 1760 à 1862. En effet, l'efficacité militaire n'a pas toujours été au rendez-vous. On peut même affirmer que les officiers de milice de 1764 sont davantage rompus au métier des armes que les miliciens volontaires de 1862! Pour la période que nous couvrons, la milice n'est pas qu'une organisation militaire. Elle est aussi un indicateur social. C'est-à-dire que la place que tient un individu dans le corps des officiers de milice est directement reliée à son statut social à l'extérieur des cadres de la milice. Enfin, la milice est

un lieu où la politique est toujours présente. Doit-on vraiment s'en surprendre? Une institution avec un rôle à la fois militaire et social ne peut manquer d'être un enjeu politique sur le plan régional et colonial.

C'est à l'occasion du soulèvement des Amérindiens, mené par Pontiac, que dès 1764 les officiers francophones participent à une milice britannique. Sur le plan militaire, les débuts de la milice canadienne du Régime anglais sont spectaculaires. Les compagnies de milice canadiennes et nécessairement francophones sont indiscutablement compétentes puisqu'elles sont composées des anciens officiers des compagnies franches de la Marine demeurés dans la colonie après la reddition des troupes françaises. Le but de l'opération est de montrer que les officiers francophones, anciens alliés des Amérindiens, font maintenant équipe avec les Britanniques. Les officiers, quant à eux, saisissent cette occasion pour prouver leur bonne volonté aux nouvelles autorités dans l'espoir d'être considérés comme l'élite militaire, sociale et politique de la colonie.

Entre la cession officielle du Canada à la couronne anglaise et les débuts de la Révolution

Patrouille de Voltigeurs canadiens au cours de l'automne 1813. Reconstitution de G.A. Embleton. (Parcs Canada, Ottawa).

américaine, la milice a tout simplement cessé d'exister. Après la conquête du Canada, on veut que les francophones restent désarmés. Mais la position critique des Britanniques, au début des hostilités en 1775, les forcent à promulguer la première ordonnance de milice en 1777. Elle invite les francophones à prendre les armes et à devenir officiers. Le succès est mitigé puisque, pour ceux qui sont vraiment intéressés au métier des armes et qui désirent se joindre à l'expédition des généraux Carleton et Burgoyne, les places sont limitées. En outre, tout indique que dans l'éventualité d'une victoire aucune structure de volontaires ne subsistera : désolante perspective pour les militaires de carrière potentiels.

Les francophones à l'attaque

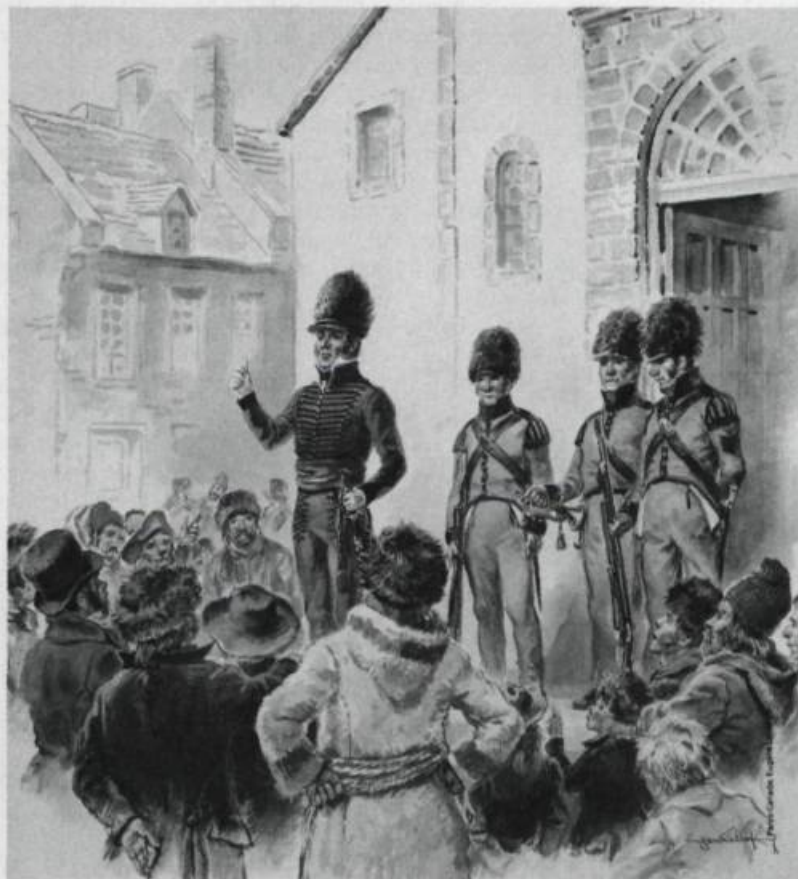
Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, comme la milice sédentaire subsiste après la fin de la guerre de l'Indépendance des États-Unis, les officiers francophones investissent ses rangs. Une lutte sociale s'y engage : marchands anglophones et francophones, aristocrates, professionnels et même les éléments les plus dynamiques de la paysannerie se disputent les postes d'officiers. La milice sédentaire, qui regroupe le gros des citoyens en état de porter les armes, est bien davantage un relevé du potentiel de guerre qu'un instrument effectif de guerre. Ses chefs suprêmes sont francophones : les adjudants généraux François Baby, puis, à partir de 1811, François Vassal de Monviel. La milice a plus de vigueur au moment des tensions avec les États-Unis. Ainsi, des nominations et des promotions ont lieu en 1796 et en 1807. Les dirigeants de la milice sédentaire aiment s'entourer d'officiers dont l'influence sur la communauté dont ils sont issus ne fait aucun doute. L'âge, la capacité physique, l'instruction militaire et l'habileté de guerroyer des candidats ne pèsent pas très lourd dans le choix des officiers.

Pour ce qui est des lieux où l'art martial compte un peu plus, les officiers francophones peuvent bénéficier pour un temps d'un bataillon dans un régiment de volontaires : le «Royal Canadian Volunteers». Les officiers de l'autre bataillon proviennent surtout du Haut-Canada et sont en majorité anglophones. Avec le temps et les nouvelles nominations, sous l'influence du patronage exercé par les autorités militaires britanniques, le corps des officiers des deux bataillons tend à devenir de plus en plus anglophone. Le régiment ne dure pas très longtemps lui non plus : de 1796 à 1802.

La guerre de 1812

L'approche de la guerre de 1812 donne le signal d'un ajustement social et politique en faveur des officiers francophones de la milice, ce qui signi-

fie par la même occasion, un souci d'efficacité militaire plus grand. Comme les stratèges britanniques trouvent indispensable l'aide de la population locale pour faire face aux Américains, les dirigeants politiques et sociaux du Bas-Canada sont encore une fois courtisés. Les promotions et nominations au sein de la milice sont alors faites de façon à rendre justice et à plaire à tous les groupes sociaux et ethniques de la colonie. Le gouverneur George Prevost, dont l'arrivée au Canada précède de peu le début de la guerre, se charge bien de sa mission de conciliation puis-



que l'unanimité se fait contre l'envahisseur. Durant cette guerre, les bataillons de milice d'élite et incorporée, issus de la milice sédentaire par tirage au sort chez la population mâle, sont majoritairement commandés par des officiers francophones. Il en va autrement pour le régiment des Voltigeurs, une unité de volontaires levée selon la loi de la milice en vigueur au Bas-Canada. Ceci s'explique sans doute par le fait que 50 pour cent d'entre eux sont des militaires de carrière, métier auquel les francophones ont peu accès, faute de structures. Leur commandant est un Canadien, Charles-Michel de Salaberry, mais il provient de l'armée régulière britannique.

Pour les officiers francophones, l'expérience du service dans la milice d'élite et chez les Voltigeurs

Les Voltigeurs canadiens faisant du recrutement sur le parvis de l'église Notre-Dame-des-Victoires vers 1812-1813. La ville de Québec et ses faubourgs auraient fourni près de 28 pour cent des effectifs des Voltigeurs. Dessin de Eugène Lelièvre. (Parcs Canada, Ottawa).



Jacques Viger portant l'uniforme de capitaine des Voltigeurs canadiens, 1812-1813. (Coll. Baby, Archives de l'Université de Montréal).

prend fin avec la cessation des hostilités et la dissolution des unités. Retranchés de nouveau au sein de la milice sédentaire, les officiers francophones n'ont pas la retraite facile, en raison des luttes politiques qui se préparent au Bas-Canada. La constitution du corps des officiers de milice se fait alors selon une division ethnique et politique très nette. Par exemple, à Montréal en 1824, les Papineau, Bédard et Viger appartiennent au 2^e bataillon alors que les Forsyth, Gerrard et McGill détiennent des commissions au 1^{er} bataillon. Les querelles politiques sont ainsi transposées dans la milice. Le gouverneur Dalhousie se chargera d'ailleurs de purger le corps des officiers de la milice sédentaire en forçant ceux d'entre eux qui ne partagent pas ses opinions - à donner leur démission et à prendre leur retraite. 88 officiers sont ainsi démis, 245 mis à la retraite et 99 placés sur une liste de surnuméraires. Jamais la milice ne s'en remettra, et la perception de cette institution par les francophones en restera marquée à jamais.

Aux yeux de la population, la milice est devenue essentiellement un instrument aux mains du pouvoir politique britannique. C'est ainsi que s'explique la réaction de méfiance des Patriotes lors des rébellions de 1837-1838. Plutôt que de disputer la milice aux autorités et de l'utiliser comme un cadre militaire, les officiers de milice sympathiques à la cause remettent leur commission d'officier, suivant ainsi le vœu de la population. Quant aux forces conservatrices, elles sont vite organisées en compagnies efficaces de volontaires dans les régions de Montréal et de Québec par un ordre général de milice daté du 2 mai

1838. Dès lors, les deux parties ne combattent plus du tout à égalité.

Prédominance de la milice volontaire

En 1846, le gouvernement de l'Union reconnaît au côté de la milice sédentaire, avec sa première loi de milice, l'importance des miliciens volontaires et prévoit une levée possible de 30 000 hommes. À cette occasion, les officiers de milice francophones participent aux deux types de milice, mais les anciens sympathisants patriotes doivent patienter plus longtemps que d'autres avant d'obtenir des commissions et des promotions. Étienne-Pascal Taché, l'un de ceux-là, réussit néanmoins à se faire nommer adjudant général de la nouvelle milice. L'un des devoirs de Taché est de répondre aux plaintes des aspirants officiers francophones qui veulent que justice soit faite puisque la proportion de commissions francophones, eu égard à la population francophone totale, est inférieure à celle des anglophones.

L'année 1855 est une date marquante dans la professionnalisation du système de milice canadien. Aiguillonné par le départ des troupes britanniques pour la guerre de Crimée, le gouvernement de l'Union appelle 5 000 volontaires sous les drapeaux. Avec cette loi, la milice sédentaire commence à sombrer dans l'oubli. Dorénavant, seule la milice volontaire et ses officiers compteront. La milice volontaire apparaît elle aussi comme un indicateur social puisque ses officiers sont, au départ, issus de la milice sédentaire par ordre de séniorité. L'étape la plus importante dans le processus de professionnalisation de la mi-

lice sera déclenchée par celui-là même qui présidera aux destinées de la nouvelle puissance (ou Dominion, en anglais) du Canada en 1867, John A. Macdonald. La guerre de Sécession, qui fait rage aux États-Unis, en effraie plus d'un au Canada et elle pousse Macdonald, en 1862, à entreprendre un vigoureux renouvellement du corps des officiers de milice où l'instruction militaire est valorisée pour préparer la voie à une guerre éventuelle. Pour ce faire, on incite à la retraite les officiers de mi-

Camp de la milice à Montréal, avec en arrière-plan le collège des sulpiciens (collège de Montréal) vers 1855-1856. (Charles P. de Volpi et P.S. Winkworth. *Montréal : A Pictorial Record*).



lice volontaire qui ne connaissaient jusque-là que les exercices et les promotions acquises grâce à l'ancienneté. Le gouvernement s'y prend d'une manière habile pour éviter de froisser les susceptibilités : d'abord informer que la nature du service deviendra plus exigeante dans l'avenir, et ensuite offrir une promotion en reconnaissance des services rendus à tous ceux qui quitteront.

La professionnalisation de la milice a pour effet d'éloigner non seulement les officiers francophones, mais aussi les unités! Ainsi, dès 1856, sur 17 corps que possèdent le Canada-Est, seulement 4 sont francophones. La réforme de 1862 n'arrange pas les choses. Deux raisons peuvent être invoquées pour expliquer le phénomène. D'abord, l'instruction est donnée par les officiers et sous-officiers de l'armée régulière britannique. Ensuite, les officiers de milice anglophones ont, de tout temps, eu la main haute sur les unités spéciales de la milice, telle la cavalerie et l'artillerie, où l'instruction militaire pouvait être plus considérable. Outre les facteurs professionnels, une autre raison joue contre les francophones : la milice volontaire de 1862 reste un enjeu politique très important où le patronage tient une grande place en dépit de la professionnalisation.

L'évolution de la place de l'officier francophone dans la milice au temps du Régime anglais, de

1760 à 1862, reflète la place des élites francophones dans la société canadienne. Les luttes sociales, les luttes politiques et la professionnalisation de la milice sont autant de défis qu'ils leur faut relever dans un environnement inéquitable. ♦

Pour en savoir plus :

Jean-Yves Gravel. *Les Voltigeurs de Québec dans la milice canadienne (1862-1898)*. Québec : thèse de doctorat manuscrite, Institut d'histoire, Université Laval, 1970.

Michelle Guitard. *Histoire sociale des miliciens de la bataille de la Châteauguay*. Ottawa : Direction des lieux et des parcs historiques nationaux, Parcs Canada, 1983.

Roch Legault. «Le rôle militaire assigné à la gentilhommerie canadienne sous le régime britannique, 1775-1815», dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 45, no. 2, automne 1991, p.229 à 249.

Fernand Ouellet. «Officiers de milice et structure sociale au Québec (1660-1815)», dans *Histoire sociale*, vol. 12, no. 23, 1977, p.36 à 65.

Jean Pariseau et Serge Bernier. «Les Canadiens français et le bilinguisme dans les Forces armées canadiennes», Tome I, Ottawa : Service historique de la Défense nationale, 1987.

Elinor Kyte Senior. *Roots of the Canadian Army : Montreal District, 1846-1870*. Montreal et Quebec : Historical Publications, Society of the Montreal Military & Maritime Museum, 1981.

Benjami Sulte. *Histoire de la milice canadienne-française, 1760-1897*. Montréal : Desbarats et cie., 1897.

Roch Legault est professeur au Collège militaire royal du Canada à Kingston

*Une région à découvrir...
un pays à aimer!*



HISTOIRE de la Côte-du-Sud

648 pages
illustrations, cartes,
tableaux, index
45 \$

Sous la direction de Alain LABERGE

Martine CÔTÉ • Diane SAINT-PIERRE • Jacques SAINT-PIERRE • Yves HÉBERT

Cet ouvrage est disponible dans toutes les bonnes librairies, ou encore à

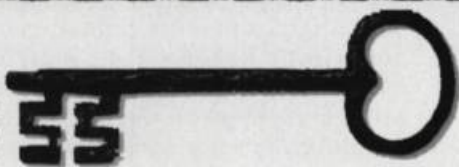
INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

14, rue Haldimand, Québec (Québec) G1R 4N4

Téléphone: (418) 694-6400 • Télécopieur: (418) 694-6425



Études
Conception
Réalisation
Production



Le Groupe d.e.s. inc.
406, Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1C8

Tél. : 844-8507
Fax : 844-7857

M U S É O G R A P H E S

La France et le Canada, d'une après guerre à l'autre (1918-1944)

de Philippe Prévost. Plus de 500 pages,
14 x 21,5 cm., photos, tableaux, bibliographie,
index. 39,95\$ ISBN 2-921347-25-3

*La France dans les affaires (politiques,
culturelles, économiques) du Canada...
surtout du Québec... et vice versa.*



En vente chez votre libraire ou chez le
distributeur Diffusion Prologue



Les Éditions du Blé

340, boul. Provencher, St-Boniface, MB R2H 0G7
tél. (204) 237-8200 téléc. (204) 233-2373